



Crise mondiale - Action mondiale

Aide-Memoire

Les Nations Unies à l'œuvre dans la lutte contre le SIDA

Au cours de son combat contre le VIH et le SIDA, l'Organisation des Nations Unies a soutenu toute une gamme d'activités et d'initiatives partout dans le monde. La mise en place d'une campagne cohérente et efficace sur le long terme pour lutter contre l'épidémie a reçu une nouvelle impulsion grâce à l'appel à l'action contre le VIH/SIDA lancé par Secrétaire général de l'ONU et à sa proposition de création d'un fonds mondial SIDA et santé. Le présent aide-mémoire donne quelques exemples des activités de l'ONU pour élargir les partenariats, encourager la prévention, promouvoir la prise en charge et le traitement, mobiliser les ressources et résoudre les problèmes liés au SIDA et à la sécurité alimentaire, aux droits de la personne et aux politiques sur les lieux de travail.

- Le système des Nations Unies est actif dans la lutte contre le SIDA depuis les premiers temps de l'épidémie. Dès 1987, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a assumé la responsabilité du combat contre le SIDA au sein des Nations Unies en créant le Programme spécial de lutte contre le SIDA, bientôt transformé en Programme mondial de lutte contre le SIDA. Lors de l'Assemblée mondiale de la Santé en 1993, l'OMS a évoqué la nécessité d'un programme commun sur le VIH/SIDA susceptible de coordonner les activités entreprises par d'autres organismes du système des Nations Unies contre l'épidémie. C'est ainsi que fut créé le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), en place depuis 1996.
 - L'ONUSIDA et ses Coparrainants, ainsi que d'autres membres de la famille des Nations Unies, soutiennent des initiatives novatrices dans de nombreux pays du monde et ont jeté les bases des campagnes intensifiées mises en place aujourd'hui.
 - Le rôle des Nations Unies, et notamment celui de l'ONUSIDA, en partenariat avec d'autres acteurs, est d'apporter aux gouvernements le soutien et l'information techniques et institutionnels nécessaires pour riposter avec efficacité à l'épidémie.
 - En tant que principal ambassadeur de l'action mondiale contre le VIH/SIDA, l'ONUSIDA conduit, renforce et soutient une riposte élargie à l'épidémie.
- Il appuie notamment le renforcement de la planification, la coordination des politiques et l'élaboration des stratégies sur le VIH/SIDA au sein du système des Nations Unies. Il favorise en outre le leadership national dans le domaine du VIH/SIDA, notamment en renforçant les mécanismes nationaux de coordination et les plans stratégiques nationaux. Son travail met l'accent en particulier sur les processus pilotés par les pays eux-mêmes.
 - Part importante de ses activités, l'ONUSIDA mobilise en outre le système des Nations Unies et contribue à donner orientation et cohérence à ses activités contre le VIH/SIDA. Cette coordination s'effectue maintenant par le biais du Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA, qui rattache les activités opérationnelles des diverses institutions du système des Nations Unies à l'objectif global des Nations Unies consistant à apporter son leadership et à valoriser le travail des gouvernements nationaux et des autres partenaires pour réaliser les objectifs fixés. Actuellement, 29 organisations du système des Nations Unies participent au plan.
 - Dans ce contexte, plusieurs services des Nations Unies -- tels que le Conseil de Sécurité et les Commissions économiques -- intensifient leurs contributions à la lutte contre le SIDA. Le Forum pour le Développement de l'Afrique, par exemple, organisé à Addis Ababa en décembre 2000 par la Commission économique pour l'Afrique, a réuni les

leaders du continent afin qu'ils s'engagent dans des stratégies susceptibles de stopper la progression de l'épidémie. Les Nations Unies soutiennent également les efforts déployés par d'autres groupements régionaux et internationaux pour intensifier leur action contre l'épidémie. Dans la région des Caraïbes, le Partenariat pan-caraïbe contre le VIH/SIDA se révèle un acteur clé de la lutte contre le VIH/SIDA et collabore avec l'ONUSIDA et d'autres partenaires.

Encourager les partenariats

- Groupement important parmi les partenariats constitués pour combattre l'épidémie, le Partenariat international contre le SIDA en Afrique (IPAA) est une coalition qui œuvre sous l'égide des gouvernements africains et mobilise les ressources des Nations Unies, des donateurs et des secteurs privé et communautaire. Cette initiative met à profit les points forts de ses partenaires, les organisations du système des Nations Unies apportant leur soutien aux efforts déployés à l'échelon des pays.
- Dans le secteur des entreprises, les compétences et les capacités du monde des affaires sont exploitées d'une manière créative qui va bien au-delà des contributions financières. La collaboration de l'ONUSIDA avec MTV pour sensibiliser au VIH/SIDA un milliard de jeunes téléspectateurs de par le monde constitue un exemple de cet 'effet multiplicateur'. D'autres initiatives sont lancées en partenariat avec le Conseil mondial des entreprises sur le VIH/SIDA, un groupe formé de 15 grandes compagnies qui plaident en faveur d'une riposte plus énergique au VIH de la part des entreprises dans le monde. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) participe également à la mobilisation du monde des affaires dans plusieurs pays, afin qu'il soutienne des activités dans le domaine du VIH/SIDA.
- Le système des Nations Unies reconnaît la valeur du travail des volontaires dans ses activités de sensibilisation au VIH/SIDA. Les Volontaires des Nations Unies, en collaboration avec l'ONUSIDA et le PNUD, ont lancé un projet pilote exceptionnel pour engager les personnes vivant avec le VIH/SIDA à travailler comme Volontaires des Nations Unies dans leurs propres communautés. Entre autres activités, le projet contribue à la création de groupes de soutien pour les orphelins du SIDA et leurs familles d'accueil. Il fournit également une assistance technique aux communautés, afin qu'elles publient leurs propres matériels sur le VIH/SIDA.

Prévention

- Pour aider les jeunes à se protéger du SIDA, l'UNESCO offre aux planificateurs et aux décideurs des prototypes de matériels éducatifs et organise des

ateliers permettant l'échange d'information et d'expérience. Pour être efficace, l'éducation sur le VIH/SIDA doit être pilotée par les pays et c'est pourquoi l'UNESCO apporte ses compétences aux pays pour les aider à évaluer leur situation et à élaborer des stratégies nationales dans le domaine de l'éducation.

- Depuis 1994, le PNUCID soutient avec succès un projet du Ministère brésilien de la Santé visant à prévenir la consommation de drogues et l'infection à VIH. Le projet est ciblé sur les adolescents 'à risque', ainsi que sur les consommateurs de drogues injectables et il a permis d'atteindre plus de 100 000 étudiants et d'apporter un enseignement sur la prévention et une prise en charge à quelque 80 000 consommateurs de drogues.
- Le Secrétariat de l'ONUSIDA appuie le projet à grande échelle de l'Open Society et de Médecins sans Frontières dans les prisons de Bélarus, d'Estonie, de Lettonie, de Moldova, de Pologne et de Russie. Il a pour but de former les détenus à l'éducation pour les pairs, de fournir un conseil aux consommateurs de drogues injectables, d'offrir le dépistage confidentiel et gratuit du VIH, de former le personnel administratif et la police ainsi que de distribuer des préservatifs et, si possible, des aiguilles stériles ou du désinfectant dans les prisons.
- Les jeunes consommateurs de drogues injectables et les personnes impliquées dans l'industrie du sexe sont la cible de programmes tels que ceux que dirige, avec le soutien de l'UNICEF, l'ONG Vera, Madeshda, Ljubov ('Foi, Espoir et Amour') en Ukraine. Cette initiative apporte aux jeunes l'information et les moyens nécessaires pour se protéger de l'infection, fournit un appui psychosocial et médical et tente d'inciter les forces de l'ordre à une plus grande bienveillance. Au Brésil, des militants et des politiciens ont contribué à l'adoption de lois contraignant les pouvoirs publics locaux à financer des programmes extra-institutionnels à l'intention des consommateurs de drogues injectables, avec l'aide de l'ONUSIDA et du PNUCID. L'éducation sur le SIDA, la promotion du préservatif, l'échange des seringues et le traitement de la toxicomanie sont inclus dans ces programmes.
- Au Nigeria, le FNUAP soutient un programme télévisé intitulé 'I Need to Know' (Je dois savoir), diffusé par 20 stations de télévision à travers tout le pays. Le programme aide les adultes à comprendre que le silence peut être mortel et il encourage les jeunes à s'exprimer et à poser à leurs aînés des questions sur des sujets souvent considérés comme tabous. Avec le soutien de l'UNESCO, le Naz Foundation (India) Trust forme de jeunes éducateurs pour les pairs à la sensibilisation au VIH/SIDA et à

la promotion des pratiques sexuelles à moindre risque dans les collèges de New Delhi.

- Au Brésil, un projet appuyé par le PNUCID a apporté à plus de 100 000 écoliers une information sur la promotion de la santé, les risques liés à l'abus des drogues et la prévention des maladies sexuellement transmissibles, en particulier le VIH/SIDA. Le projet a été élargi à quatre autres pays d'Amérique latine, alors que des projets analogues étaient mis en place à l'autre bout du monde -- au Kazakhstan, au Myanmar et au Viet Nam.
- L'initiative sur les jeunes et le VIH/SIDA à hauteur de plusieurs millions de dollars, lancée par la Fondation des Nations Unies en Afrique australe, en collaboration avec des institutions des Nations Unies et des ONG locales, a permis l'introduction d'une multitude de projets dans chaque pays. Au Zimbabwe, par exemple, on met l'accent sur les adolescentes, l'éducation pour les pairs et les programmes de micro-crédit, ainsi que sur l'augmentation du soutien communautaire aux orphelins. Un autre projet portant sur l'ensemble de la région, 'Telling the Story' (diffuser la nouvelle), fait connaître les initiatives entreprises dans les pays voisins et donne ainsi la possibilité de comparer les divers projets réalisés dans une même région.
- En raison de la vulnérabilité des marins de la marine marchande au VIH, la Commission économique de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique, le Conseil thaï des entreprises sur le SIDA et la Croix-Rouge thaïlandaise ont organisé l'introduction de l'information sur le VIH/SIDA dans les programmes d'enseignement des collèges maritimes. Le projet sera élargi à d'autres collèges thaïs et la sensibilisation au VIH/SIDA sera ensuite enseignée à bord même des bateaux. De manière analogue, le Programme alimentaire mondial organise, dans le cadre d'un programme pilote, des interventions s'appuyant sur son vaste réseau logistique pour soutenir des activités d'éducation sur le VIH/SIDA et de réduction des risques à l'intention des transporteurs qu'il emploie.
- D'autres organisations et institutions du système des Nations Unies participent à une multitude d'activités sur le VIH/SIDA. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) renforce les aspects de ses programmes de santé reproductive portant sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA dans les milieux de réfugiés, en particulier dans la région des Grands Lacs et en Afrique occidentale. L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) produit de nouvelles informations sur l'évolution et les conséquences de l'épidémie, ainsi

que de nouvelles idées susceptibles de renforcer les actions dans les pays. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) participe à des programmes visant à intégrer les questions de sexospécificité dans les plans et initiatives nationaux sur le VIH/SIDA.

Prise en charge et traitement

- En mai 2000, l'UNICEF, le FNUAP, l'OMS, la Banque mondiale et le Secrétariat de l'ONUSIDA ont lancé l'initiative 'Accélérer l'accès', pour soutenir les pays qui s'efforcent de mettre en place des plans d'action nationaux intégrant des programmes complets de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA.
- Réduire la transmission mère-enfant constitue un élément essentiel d'une approche globale de la prise en charge et du traitement. Le Groupe spécial interinstitutions des Nations Unies sur la transmission mère-enfant soutient des projets pilotes destinés à prévenir cette forme de transmission au Botswana, au Burundi, au Cambodge, en Côte d'Ivoire, au Honduras, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. Axés sur les dispensaires de soins prénatals, ces projets associent le conseil et le test volontaires pour les mères à la distribution de médicaments antirétroviraux, aux pratiques d'accouchement autonome et au conseil en matière d'alimentation du nourrisson.
- On estime à 13 millions le nombre d'enfants, la plupart en Afrique, qui, depuis le début de l'épidémie, ont perdu leur mère ou leurs deux parents à cause du SIDA. Les services de santé Chikankata, une organisation religieuse en Zambie centrale, sont l'un des nombreux projets qui apportent une aide aux orphelins en Afrique. Leur personnel a créé, en 1995, avec l'aide de l'UNICEF, le Projet communautaire de soutien aux orphelins, qui offre un appui éducatif et médical aux orphelins de cinq villages de la région. Il s'occupe aujourd'hui de 1500 orphelins.
- Des organisations de lutte contre le VIH/SIDA partout dans le monde et la campagne de l'ONUSIDA visant à élargir et à accélérer l'accès au traitement ont contribué à la baisse des prix de certains antirétroviraux et médicaments liés au VIH/SIDA. Les négociations en cours poursuivent sur cette lancée. Des fabricants de génériques se sont associés aux efforts de baisse des prix et d'élargissement de l'accès des populations aux médicaments salvateurs.
- Soutenu par le PNUD en 2000, le 'National Human Development Report for Botswana' (rapport national sur le développement humain au Botswana) était axé

sur le VIH/SIDA ; il a apporté des orientations politiques et stimulé l'action politique aux plus hauts niveaux. Le rapport a provoqué un débat public sur l'accessibilité des médicaments antirétroviraux et sur la question de savoir si le gouvernement a le devoir de les fournir.

Sécurité alimentaire

- Préoccupée par l'impact croissant de l'épidémie sur la sécurité alimentaire et le secteur rural, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) élabore des principes directeurs visant à intégrer le VIH/SIDA dans tous ses domaines pertinents d'activité, en particulier les projets d'investissement agricole. La FAO formule en outre des directives nutritionnelles à l'intention des personnes vivant avec le VIH/SIDA, qui pourront être utilisées par les personnels de santé à l'échelon communautaire et par d'autres animateurs. Elle met également au point des stratégies visant à combattre l'insécurité alimentaire des orphelins du SIDA vivant en zones rurales. Dans le même temps, le Programme alimentaire mondial utilise l'aide alimentaire pour améliorer la sécurité alimentaire des familles et des orphelins touchés par le VIH/SIDA.
- La FAO a, de plus, étudié l'impact du VIH/SIDA sur l'agriculture, le développement rural, la nutrition et la sécurité alimentaire, notamment en Afrique subsaharienne. Les études examinent l'impact de l'épidémie sur le travail de vulgarisation agricole au Malawi et en Zambie et sur le bétail en Namibie, les rapports entre VIH/SIDA et situations d'urgence, ainsi que l'impact socio-économique de la maladie dans les régions rurales du Niger.

VIH/SIDA et droits de la personne

- Le Secrétaire général de l'ONU ayant demandé l'élaboration de directives destinées à servir de cadre à l'examen des questions de droits de la personne dans le contexte de la lutte contre le VIH/SIDA aux niveaux national, régional et international, ces directives ont été formulées et publiées en commun par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'ONUSIDA en 1998 ; elles ont servi de base aux résolutions adoptées ultérieurement par la Commission des droits de l'homme sur les droits de la personne et le VIH/SIDA.

Le VIH/SIDA sur le lieu de travail

- L'OIT a formulé un Code de déontologie sur le VIH/SIDA et le monde du travail afin d'apporter des orientations sur les questions liées au VIH/SIDA et au lieu de travail. Son utilisation par les ministères du travail, les organismes d'employeurs et les syndicats sera encouragée.

- L'OIT s'efforce également d'incorporer les politiques relatives au lieu de travail dans les plans d'action nationaux contre le VIH/SIDA et d'intégrer les questions liées au VIH/SIDA dans tous ses programmes au niveau national comme à l'échelon des entreprises.

Ressources

- Entre 1996 et 2000, la Banque mondiale a engagé environ 493 millions de dollars dans des éléments de programmes et des programmes autonomes sur le VIH/SIDA dans 39 pays. D'ici à la fin de la présente année fiscale, la Banque aura engagé 740 millions de dollars supplémentaires dans de nouveaux efforts de prévention et de prise en charge du VIH/SIDA, principalement en Afrique subsaharienne.
- La Banque a élargi ses activités. En septembre 2000, elle a lancé la première phase du Programme multi-pays sur le SIDA (MAP) en Afrique, en collaboration avec l'ONUSIDA, le Partenariat international contre le SIDA en Afrique, des donateurs bilatéraux importants et des ONG de premier plan. La première phase du projet a permis la mise à disposition de crédits d'un montant de 500 millions de dollars, pour les pays africains souhaitant élargir leurs programmes nationaux de prévention, de prise en charge et de traitement. La Banque prépare maintenant la deuxième phase de ce programme qui mobilisera 500 millions de dollars de crédits supplémentaires. Une initiative analogue est prévue pour les Caraïbes.
- La Banque soutient l'intégration du VIH/SIDA dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et les programmes d'allégement de la dette. Elle effectue en outre des recherches sur les dimensions macro- et micro-économiques de l'épidémie et, en collaboration avec ses partenaires de l'ONUSIDA, les gouvernements, le secteur privé et la société civile, elle œuvre à l'accélération de la production d'un vaccin, à la réduction des prix des antirétroviraux, à la mobilisation des ressources et à la création d'un fonds mondial.
- En mars 2000, le Malawi a demandé l'aide du PNUD pour organiser une 'table ronde de mobilisation des ressources', qui a rassemblé les ONG, les principaux fonctionnaires de l'état et les institutions de développement -- soulignant ainsi l'effort des pouvoirs publics pour élargir son action à tous les secteurs. La table ronde s'est conclue par des annonces de contribution à hauteur de 110 millions de dollars, par de meilleurs rapports entre donateurs et gouvernement et par de nombreux partenariats nouveaux.